

Jennifer Kavanagh : un tournant historique en Asie, l'Ukraine est vaincue

Jennifer Kavanagh évoque l'affaiblissement de la position des États-Unis en Asie de l'Est, et explique pourquoi il ne semble pas possible pour l'Ukraine de « renverser la situation ». Kavanagh est chercheuse principale et directrice de l'analyse militaire chez Defense Priorities, ainsi que professeure associée au Center for Security Studies de l'université de Georgetown. Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Livres du Pr Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL> Suivez le Pr Glenn Diesen : Substack : <https://glennndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennndiesen> Soutenez les recherches du Pr Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennndiesen> Offrez-moi un café : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Nous recevons aujourd'hui Jennifer Kavanaugh, chercheuse principale et directrice de l'analyse militaire chez Defense Priorities. Vous avez déjà participé à l'émission, alors c'est un plaisir de vous revoir.

#Jennifer Kavanagh

Oui, merci de me recevoir à nouveau.

#Glenn

Je voudrais vous interroger sur la stabilité de la politique intérieure à Kiev. Mais d'abord, je voudrais vraiment commencer par un autre sujet. Il s'agit d'un article que vous avez récemment publié dans le New York Times. Car, alors que le monde a les yeux tournés vers les guerres horribles en Iran et en Ukraine, ainsi que, bien sûr, dans les régions voisines, on voit aussi que l'architecture de sécurité en Asie de l'Est semble évoluer très rapidement. C'est ce dont vous avez écrit. Je me demandais donc : que se passe-t-il exactement aujourd'hui en Asie de l'Est ? Parce que, enfin, les États-Unis étaient censés se concentrer principalement sur la Chine. C'était le pivot vers l'Asie. Pas forcément que ce soit une bonne idée, mais nous avons un peu perdu le fil. Alors, comment voyez-vous la situation aujourd'hui en Asie de l'Est ?

#Jennifer Kavanagh

Eh bien, je pense que l'administration Trump est arrivée, comme beaucoup d'administrations, en disant qu'elle allait se concentrer sur la compétition entre les États-Unis et la Chine. Et, en fait, Trump est celui qui a introduit ce concept de compétition stratégique avec la Chine dans le débat dominant à Washington. C'était sa politique Trump numéro un : se concentrer sur la Chine. Je pense donc que les gens s'attendaient à la poursuite de cette ligne, et à un véritable effort pour se désengager de l'Europe, se désengager du Moyen-Orient, et renforcer l'engagement en Asie. Or, ce n'est tout simplement pas ce que nous avons vu. Nous avons vu très peu de changements en Europe. Nous sommes désormais en guerre au Moyen-Orient. Et je pense que nous voyons les conséquences de ces décisions, ainsi que de l'approche de Trump envers les alliés en Asie. L'administration Trump s'est éloignée de la compétition avec la Chine, en recherchant une relation plus stable.

Et cela a conduit à se concentrer bien davantage sur l'économie que sur la sécurité. Cela a donné lieu à des choses comme parler du G2 et de l'équilibre des puissances, en voulant une paix acceptable. Et cela rend les alliés de la région très nerveux, surtout avec le retour de Trump à une véritable ambiguïté stratégique sur Taïwan, sa retenue dans les ventes d'armes et sa pression sur les alliés pour qu'ils continuent à dépenser davantage pour la défense. Je pense donc que, de plus en plus, les alliés asiatiques comme le Japon, l'Australie et la Corée du Sud commencent à craindre un abandon des États-Unis. Ils commencent à s'armer et à s'aligner bien plus étroitement les uns avec les autres, afin de construire les réseaux de coopération en matière de défense qu'ils n'ont pas, pour pouvoir travailler ensemble plus efficacement sans les États-Unis.

Ce ne sera jamais une OTAN. Ils sont trop différents, trop éloignés les uns des autres. Mais ils essaient de mettre en place une sorte d'infrastructure pour renforcer leur sécurité. Je pense que deux autres facteurs expliquent cette dynamique. D'abord, évidemment, l'affirmation croissante de la Chine dans sa région. À Washington, on décrit généralement cela comme de l'agression chinoise. Et parfois, je pense effectivement que ça franchit la ligne, que cela peut sembler intimidant et constituer une pression militaire. Mais, pour moi, ce n'est pas vraiment surprenant. Il faut s'attendre à ce qu'une grande puissance comme la Chine s'affirme dans sa région d'origine, tout comme les États-Unis s'affirment dans l'hémisphère occidental.

Nous ne pouvons donc pas apprécier ce comportement, mais je ne pense pas que nous devrions nous y attendre. Je ne pense pas que la politique américaine puisse y changer quoi que ce soit. Et puis, le deuxième facteur, c'est la guerre au Moyen-Orient. Cette guerre a détourné la puissance militaire américaine et distrait les États-Unis sur le plan diplomatique. Hegseth ne cesse de dire que les États-Unis vont soutenir l'Asie, que nous allons en faire davantage en Asie que n'importe quelle administration précédente. Mais nous voyons l'inverse se produire. Nous voyons le système THAAD quitter la Corée du Sud. Nous voyons le commandement indo-pacifique parler de réduire les exercices. Donc, en réalité, nous voyons l'inverse.

Et je pense que les alliés en Asie commencent à comprendre, en observant l'armée américaine au Moyen-Orient, que la puissance militaire des États-Unis est moindre qu'elle ne l'était autrefois. Ce que les États-Unis peuvent faire est moins important qu'avant. Et ils réagissent à cela. Pour moi, c'est une tendance vraiment positive. Je pense que les États-Unis doivent se retirer en partie. Ils doivent transférer une part du fardeau à leurs alliés en Asie, comme partout ailleurs. Je suis donc très heureux de voir les alliés prendre davantage leurs responsabilités. Ma seule inquiétude, c'est qu'ils se concentrent beaucoup plus sur la défense que sur la diplomatie. Et des pays comme le Japon ne seront jamais en sécurité si leur modèle repose sur une compétition militaire avec la Chine.

#Glenn

Oui, l'abandon... enfin, je pense que c'est devenu un thème récurrent. Comme vous l'avez dit, la guerre contre l'Iran a probablement renforcé cette inquiétude. Je pense que beaucoup se demandaient déjà dans quelle mesure les États-Unis seraient capables d'offrir les mêmes garanties de sécurité dans un monde multipolaire que dans un monde unipolaire. Mais bien sûr, comme vous l'avez dit, avec le retrait des systèmes THAAD et Patriot de Corée du Sud, et cette attention limitée... enfin, les États du Golfe s'inquiètent aussi de leur capacité à se défendre. On le voit en Asie de l'Est.

On peut aussi l'appliquer à l'Europe, j'imagine. C'est-à-dire qu'une grande partie des armes est redirigée vers le Moyen-Orient. Et j'imagine aussi que Washington affiche plus ouvertement son manque d'intérêt à consacrer trop de ses ressources à l'Europe. On n'entend pas cela à propos de l'Asie de l'Est, mais comment voyez-vous la Chine, eh bien, et la région s'adapter à cette réalité ? Parce que, encore une fois, comme vous l'avez dit, ce n'est pas comme si les Chinois allaient alors prendre le rôle d'hégémon. Mais ce sera assurément quelque chose de différent.

#Jennifer Kavanagh

Oui, enfin, vous savez, je... Beaucoup de gens se demandent si la diversion américaine en Iran poussera la Chine à profiter de cette occasion pour s'emparer de Taïwan. Je pense que c'est très peu probable. En revanche, je pense que cette diversion américaine ouvre un espace permettant à la Chine d'aller plus loin dans la zone grise et de normaliser un nouveau statu quo quant à ce que son armée fera, au quotidien, dans la région. Cela inclut les patrouilles navales et aériennes, ainsi que sa manière d'interagir avec les autres pays de la région. Parce que les États-Unis, soyons réalistes, ne peuvent pas vraiment riposter avec force à ces activités. Ils ne peuvent pas avoir une guerre avec la Chine en ce moment. Ils mènent déjà une guerre au Moyen-Orient.

Vous savez, et à mon avis, c'est un peu absurde de parler, aujourd'hui, d'une guerre entre les États-Unis et la Chine. On a vu à quel point les stocks américains de missiles et de munitions ont été entamés en Iran. De toute évidence, les États-Unis ne sont pas prêts pour une guerre avec la Chine. Cela signifie donc que les États-Unis devront se montrer plus accommodants, et que cela donne à la Chine la marge de manœuvre pour pousser beaucoup plus fort. Et pour les autres pays de la région,

je pense effectivement que cela les pousse à davantage s'unir. C'est ce à quoi il faut s'attendre : ils vont essayer de faire contrepoids à la puissance chinoise grandissante. Je ne pense pas qu'ils puissent réellement faire contrepoids à la Chine seuls. Cela veut dire qu'ils doivent aussi penser à la diplomatie.

Ils doivent réfléchir à une architecture de sécurité inclusive, qui repose aussi sur un dialogue avec la Chine. Ils doivent améliorer leurs relations avec la Chine. Et c'est, je pense, l'erreur qu'on voit se répéter sans cesse en Europe, et aussi, en réalité, au Moyen-Orient : cette idée que des pays peuvent assurer leur sécurité en construisant un bloc contre le pays qu'ils considèrent comme un adversaire. Et cela mène inévitablement au conflit. Donc, vous savez, à mesure que les pays d'Asie commencent à réfléchir à ce que sera leur architecture de sécurité avec moins de présence américaine, je pense qu'il faut y inclure davantage de diplomatie avec la Chine, une diplomatie qui ne soit pas médiatisée par les États-Unis. Et je ne pense pas que nous le voyions encore.

C'est pourquoi je pense que cette transition est positive à long terme. Mais à court terme, elle comporte aussi des risques d'instabilité. Des pays comme le Japon, la Corée du Sud et l'Australie renforcent leurs armements. La Chine, de son côté, renforce ses capacités militaires. Et il n'y a pas de dialogue entre les deux camps. Cela crée évidemment un risque de mauvaises évaluations et d'escalade involontaire. Et c'est potentiellement un rôle que les États-Unis peuvent jouer : travailler avec leurs alliés pour les aider à comprendre qu'un monde où les États-Unis sont moins présents doit reposer sur une architecture de sécurité différente, et pas seulement sur le modèle des blocs de sécurité sur lequel les États-Unis se sont appuyés par le passé.

#Glenn

J' imagine qu'il est logique que les pays cherchent à se défendre ou à augmenter leurs budgets militaires si l'architecture de sécurité est en train de changer, c'est-à-dire si les États-Unis réduisent leur présence. Mais bien sûr, idéalement, comme vous l'avez dit, il faudrait évoluer vers une architecture de sécurité plus inclusive, fondée sur des concepts comme celui de la sécurité indivisible. Mais voyez-vous quoi que ce soit allant dans ce sens ? La Chine est-elle capable, selon vous, de proposer un nouveau cadre pour la région ?

#Jennifer Kavanagh

Je ne pense pas, pas encore. C'est encore un peu tôt. Donc, je reste plutôt optimiste quant au fait qu'on puisse y parvenir. Ma principale inquiétude, en ce moment, concerne les relations entre la Chine et le Japon. Et, en réalité, cela m'inquiète davantage que Taïwan ces temps-ci. Parce que je pense que le retrait des États-Unis, les craintes du Japon d'être abandonné, et les griefs historiques entre la Chine et le Japon ont vraiment contribué à créer une situation très négative. Les attitudes des deux côtés, tant au niveau politique que dans l'opinion publique, sont très négatives. Chaque camp perçoit l'autre comme se militarisant, comme ayant l'intention d'être agressif. Ils se font aussi une idée des ambitions de l'autre dans la région.

Et je pense que c'est une tendance très négative. Vous savez, je pense qu'il faudra du temps pour que l'architecture de sécurité se stabilise, à mesure qu'elle évolue, et qu'elle se transforme en autre chose. Ce qui m'inquiète, c'est que ces tendances semblent aller vers un modèle davantage fondé sur des blocs de sécurité. Et je veux dire, ce n'est pas seulement aux alliés de tendre la main. La Chine aussi doit réfléchir à la manière de concilier son désir de s'affirmer et d'être le pays le plus puissant de sa région, même si elle ne joue pas le rôle de garant hégémonique de la sécurité que jouent les États-Unis, avec le maintien de relations positives avec les autres pays de la région. Et nous avons des modèles qui montrent comment cela pourrait fonctionner.

Je pense que la relation de la Chine avec l'Asie du Sud-Est en est un assez bon exemple. J'en parle dans l'article, notamment parce que ces pays, en particulier le Vietnam et la Chine, ont eux aussi une histoire de conflits. Mais ils sont arrivés à une situation où le Vietnam peut avoir une armée forte, tout en entretenant de bonnes relations avec la Chine. Les deux parties ne sont pas d'accord sur tout, mais elles parviennent à dialoguer d'une manière productive. Et je pense que cela, avec l'ASEAN — qui a beaucoup de défauts — a notamment permis de créer de la paix et de la stabilité, même lorsque les désaccords apparaissent et perdurent, et de vivre pacifiquement aux côtés d'un voisin très puissant.

Et c'est en quelque sorte la réalité des pays qui sont, entre guillemets, des puissances moyennes ou des petites puissances. Quand vous êtes à la frontière d'un pays très puissant, ou près de lui, avec une armée énorme, vous devez réfléchir à la manière de vous défendre tout en vous accommodant de ce voisin extrêmement puissant. Je pense que la plupart des pays d'Asie du Nord-Est n'ont pas eu à se confronter à cette question, parce qu'ils ont été protégés par les garanties de sécurité américaines. Et c'est pour cela que je pense que, de manière générale, les garanties de sécurité américaines créent beaucoup de distorsions. Elles permettent à des pays comme le Japon et la Corée du Sud de vivre dans un monde où ils n'ont pas vraiment à faire face à leur réalité géopolitique. Donc, en ce sens, la suppression des garanties de sécurité américaines, même si elle serait déstabilisante, pourrait être bénéfique à long terme.

#Glenn

C'est aussi un défi quand on est un pays plus petit, vous savez, proche des États-Unis, de la Russie, de la Chine, enfin d'une grande puissance. Historiquement, cela pose des difficultés pour votre souveraineté. Mais bien sûr, ne regarder que la dissuasion, ça peut être assez dangereux si cela ne fait qu'encourager le conflit. Mais encore une fois, la position américaine... je comprends pourquoi il serait difficile d'en débattre aux États-Unis, car leur position en Asie refléterait la position plus large que les États-Unis adoptent alors que le monde continue de dériver vers la multipolarité. Mais comment voyez-vous les Européens réagir à cela ?

Parce qu'ils ont tendance à, disons, trop en faire, et aussi parce qu'ils ne sont pas tout à fait prêts à tourner la page des années 1990 — c'est-à-dire du moment unipolaire et de leur rôle de partenaire

junior des États-Unis. Alors, comment voyez-vous leur réaction, par exemple, sur la question taïwanaise ? Parce que si nous devions accepter un rôle plus important de la Chine en Asie de l'Est, il ne semble pas que nous ayons vraiment le choix. La question taïwanaise paraît gravée dans le marbre. Les Chinois n'abandonneront en aucun cas la politique d'une seule Chine. Alors, comment voyez-vous les Européens réagir à cette évolution de la répartition des puissances ?

#Jennifer Kavanagh

Eh bien, je pense que vous avez raison : à Washington, la conversation sur l'Asie est très particulière. Vous savez, cela fait longtemps qu'on peut parler de transfert de responsabilités en Europe. Ce n'est pas toujours populaire, mais c'est acceptable. En revanche, parler d'un transfert de responsabilités en Asie, de faire moins en Asie, c'est une conversation nouvelle, qui n'existe que depuis quelques années. Donc, quand on parle de l'Asie, le discours à Washington reste très différent. Je dirais que les Européens s'accrochent encore à l'ancien ordre et espèrent qu'il peut être sauvé. Et je pense qu'on le voit dans leurs efforts pour renforcer leurs contacts avec Taïwan.

Donc, vous savez, vers la fin juin, les E3 ont publié une déclaration condamnant l'activité militaire chinoise. Pour moi, c'était en quelque sorte un signal : ils essayaient de montrer aux États-Unis qu'ils les soutenaient. « N'abandonnez pas. » C'est la même chose que ce que les Japonais, en particulier, ont fait : essayer d'encourager les États-Unis à conserver leur rôle de leadership, à montrer que les alliés vont en faire davantage. En gros : « Vous pouvez le faire. Vous pouvez rester. » Mais, en réalité, les Européens ne peuvent pas faire grand-chose pour influencer l'équilibre des forces en Asie. L'Asie est importante pour l'Europe sur le plan économique, mais sur le plan militaire, les Européens n'ont pas les capacités de projection de puissance nécessaires pour faire la différence.

Vous savez, ils pourraient fournir du renseignement et, peut-être, certains types d'assistance au combat, une aide militaire, ce genre de choses. Mais ils ne feront pas la différence dans une guerre, quelle qu'elle soit. Ce serait une entreprise insensée pour les États-Unis de compter sur eux dans un quelconque conflit militaire. Je pense aussi que, pour les Européens, il y a un véritable aspect idéologique. L'idée de défendre la démocratie et les normes mondiales. Ils voient cela comme un exemple du principe de souveraineté et d'intégrité territoriale. Et ces choses-là sont très fondamentales dans leur vision du monde, alors qu'elles le sont de moins en moins aux États-Unis. Et je pense qu'ils voient la région à travers ce prisme.

Eux aussi ont leurs propres problèmes avec la Chine, en ce moment, sur le plan économique et à d'autres niveaux. Et ça leur pose des difficultés dans leur manière de gérer la région plus largement. La Chine est très importante pour eux sur le plan économique. Ils voient les États-Unis se désengager. Ils n'ont aucun lien avec la Russie. Ils ne peuvent pas se permettre de s'aliéner la Chine. Donc, je pense qu'ils sont dans une position très délicate en Asie. Et je pense qu'ils voient qu'ils ont longtemps bénéficié du fait d'être, vous savez, l'enfant préféré des États-Unis. L'hégémonie américaine a été très bénéfique pour l'Europe. Donc, je pense qu'ils considèrent tout recul de l'hégémonie américaine, que ce soit spécifiquement en Europe ou ailleurs, comme une tendance très

négative pour leur capacité à rester pertinents. Parce que sans les États-Unis, l'Europe est beaucoup moins pertinente, surtout en Asie.

#Glenn

Oui, j'ai souvent l'impression que la position de l'Europe sur le Moyen-Orient, avec la guerre contre l'Iran, ou sur l'Asie de l'Est et le conflit avec la Chine, c'est que beaucoup des positions qu'elle adopte visent à accroître sa propre valeur aux yeux des États-Unis. Autrement dit, à être perçue comme un allié fiable, comme un multiplicateur de force, afin que les États-Unis ne l'abandonnent pas en Europe. J'imagine que c'est une carte que Trump peut jouer assez souvent. Mais, globalement, je pense que le basculement vers la multipolarité place les Européens face à une sorte de dilemme.

Soit vous essayez de faire renaître le moment unipolaire, mais alors vous devez vous engager aux côtés des États-Unis, rompre avec les Chinois et adopter une ligne plus dure. Soit vous vous adaptez à la multipolarité, mais alors vous devez diversifier vos relations et travailler avec d'autres grandes puissances, comme la Chine. Encore une fois, je ne pense pas que les Européens aient arrêté une position commune, parce qu'il y a trop de pays. Donc, pour l'instant, ils essaient, semble-t-il, de s'asseoir sur deux chaises à la fois. Adopter une ligne dure contre la Chine, tout en diversifiant quand même, par crainte que, s'ils ne parviennent pas à gagner les faveurs des Américains, ils doivent de toute façon se préparer à être abandonnés. Je ne sais pas. C'est un peu un vide stratégique. Je ne sais pas si vous le voyez de la même manière.

#Jennifer Kavanagh

Oui, je veux dire, je pense que l'Europe se trouve dans une position très difficile, précisément pour les raisons que vous évoquez. Si nous basculons vers un monde multipolaire, quelle est la place de l'Europe ? Est-ce qu'elle cherche à ménager à la fois les États-Unis et la Chine ? Est-ce qu'elle devient son propre pôle ? Ce n'est pas impossible, mais on en est très loin aujourd'hui. Et si elle doit ménager à la fois les États-Unis et la Chine, à quoi cela ressemble-t-il concrètement ? Je pense que c'est particulièrement compliqué dans le domaine technologique, parce que les États-Unis comme la Chine veulent tous deux que vous choisissiez leur technologie.

Les États-Unis vont restreindre les technologies qu'ils vous proposent si vous utilisez des technologies chinoises. Mais la technologie américaine est chère, et ils vont en quelque sorte vous faire du chantage au moment de vous la fournir. La technologie chinoise comporte ses propres risques. Et l'Europe n'a pas la sienne. Vous êtes donc un peu coincés dans une situation où il est difficile de décider. Vaut-il mieux répartir les risques entre les deux ? Vaut-il mieux essayer d'être indépendant ? Vaut-il mieux tout miser sur les États-Unis et simplement prier pour tenir les deux prochaines années, en espérant que la personne qui viendra après Trump sera différente ? Je pense que c'est un mauvais pari.

Mais il y a encore des gens en Europe qui pensent que c'est la voie à suivre. Vous savez, donc je pense que... je ne les envie pas. L'Europe est dans une situation très difficile. Parce qu'elle doit non seulement faire face au recul des États-Unis et à la Chine, mais elle a aussi la guerre en Ukraine, qu'elle considère comme très importante, et son escalade avec la Russie. Elle se retrouve donc dans une situation où elle fait face à des menaces pour sa sécurité venant de nombreux côtés. C'est intéressant parce qu'aux États-Unis, il y a ce discours selon lequel le monde est devenu très dangereux, et moi, je ne le vois pas comme ça. Je considère que les États-Unis sont très en sécurité. Mais si vous étiez en Europe, vous pourriez en quelque sorte expliquer pourquoi il y a réellement beaucoup de défis. Peut-être pas des menaces d'invasion, mais beaucoup de difficultés.

#Glenn

Non, en effet. Mais je pense qu'on retrouve un peu le même dilemme avec la guerre en Ukraine. D'un côté, si on s'y engage encore davantage, il semble que l'objectif de nombreux dirigeants européens soit le suivant : si nous intensifions le conflit, nous pourrions ramener les États-Unis dans la guerre en Ukraine. Et cela consoliderait la position de l'Amérique en Europe à l'avenir. D'un autre côté, comme l'a suggéré il y a trois ans Harald Kujat, l'ancien chef de l'armée allemande, cette guerre, vous savez, nous sommes voués à la perdre. Et quand nous la perdrons, les États-Unis se retireront probablement. Nous nous retrouverons alors seuls, face à une Russie très en colère.

Et là aussi, nous devons faire un choix. Est-ce qu'on s'adapte aux nouvelles réalités et qu'on trouve un accord avec les Russes ? Ou est-ce qu'on redouble d'efforts dans la guerre, en espérant que l'Amérique va... enfin, pour l'essentiel, qu'on revienne à une sorte de scénario de guerre froide, où les États-Unis s'engagent pleinement en Europe ? Mais à ce sujet, je voulais aussi vous demander : que se passe-t-il aujourd'hui en Ukraine ? Parce qu'il y a maintenant tous ces rapports sur les tensions politiques au sein de la direction ukrainienne. Bien sûr, on a vu les tensions, ou la fracture, entre Syrskyi et Fedorov, et Zelensky a fini par écarter les deux, en substance. Alors, qu'est-ce qu'on est réellement en train d'observer ici ?

#Jennifer Kavanagh

Eh bien, je veux dire, il est toujours difficile de savoir ce qui se passe dans la politique intérieure d'un pays. Mais pour moi, cela s'inscrit dans une tendance plus large. Ce n'est pas la première fois que Zelensky remanie son gouvernement à un moment un peu étrange, et d'une manière assez maladroite. À mes yeux, il s'agit surtout pour lui de consolider son propre pouvoir, d'essayer d'écarter les gens qu'il considère comme des menaces et de mettre en place des personnes qu'il peut contrôler plus facilement. Mais ce n'est qu'une partie de l'histoire. Et je pense que cela laisse entendre qu'il se sent de plus en plus menacé à mesure que la guerre se poursuit, et qu'il s'inquiète de son avenir politique. Ce qui est intéressant, parce qu'on entend tout le temps que Poutine a besoin que cette guerre continue pour assurer sa survie politique.

Mais je pense qu'il en va de même en Ukraine : la guerre devient une sorte de mécanisme qui s'autoalimente, dont Zelensky a besoin pour se maintenir en position politique. Mais je pense qu'il y a d'autres aspects. L'un d'eux, c'est que cela nous dit quelque chose sur ce qui se passe sur la ligne de front et dans l'armée. Depuis plusieurs mois, le récit dominant est que l'Ukraine a renversé la situation et qu'elle est en train de gagner la guerre. Mais si vous gagnez la guerre, vous ne changez pas votre commandement militaire. Donc, pour moi, cela montre que les choses sont peut-être un peu plus difficiles qu'elles n'en ont l'air. Et le débat ne porte pas seulement sur l'avenir du pays, mais aussi sur celui de l'armée.

Est-ce que ce sera une armée plutôt fondée sur les drones et très robotisée, ou est-ce qu'elle restera plus conventionnelle ? Il y a la question de savoir comment faire face aux pénuries d'effectifs, comment réformer la structure des forces armées. Et puis il y a toutes les questions liées aux marchés publics, à la corruption, à qui obtient les contrats. Et vous savez, je pense que la corruption est une constante de la politique ukrainienne. On ne peut jamais l'écarter. Elle est toujours là. Et je pense que l'ensemble de ces éléments donne l'image d'une situation bien plus instable, et beaucoup plus sous pression de l'intérieur, que ne le laisse entendre le récit projeté vers l'extérieur.

#Glenn

Oui, enfin, c'était probablement la même logique que lorsqu'il s'est débarrassé de Zaloujny. Enfin, s'est débarrassé de lui... il l'a envoyé à Londres. Mais à quel point pensez-vous que la position de Zelensky soit stable ? Parce qu'il est très populaire en Occident. Je veux dire, il est traité comme une rock star, surtout dans les capitales européennes. Mais ce n'est plus tellement le cas dans son propre pays. Il est un peu en difficulté à cause du poids de la guerre, de la « busification ». Beaucoup de ces questions posent problème. Et selon vous, le fait de s'être aussi débarrassé de Fedorov, est-ce que ça l'a davantage affaibli ou renforcé ? Parce que ce n'était pas une décision très populaire.

#Jennifer Kavanagh

Oui, je pense que, globalement, cet épisode le fait paraître plus faible, pour plusieurs raisons. D'abord, parce qu'il a écarté ce dirigeant très populaire, sans qu'on sache vraiment pourquoi. Et maintenant, il n'arrive pas à le faire revenir à un poste au sein du gouvernement. Ensuite, parce qu'il a aussi cédé à la pression de l'opinion publique pour limoger Syrsky, et qu'il a dû faire toutes ces avances à Fedorov. Les soutiens de l'Ukraine diraient que cela montre la démocratie ukrainienne en action : les manifestants ont réclamé quelque chose, et Zelensky a écouté leurs demandes. Peut-être. Mais, à mes yeux, cela ressemble bien davantage à un dirigeant indécis, qui ne sait pas ce qu'il veut, qui a créé un désordre et qui a dû le gérer dans l'urgence.

Et, vous savez, peut-être que la nouvelle direction au ministère de la Défense aura de nouvelles idées, et que le nouveau commandant en chef apportera des changements positifs. Mais je ne sais pas vraiment, parce que je vois l'Ukraine comme étant davantage limitée par des facteurs structurels que par des décisions individuelles, vous voyez ? Peu importe qui dirige votre armée. Il y aura des

pénuries d'effectifs, et c'est quelque chose d'immuable, qui ne fera qu'empirer. Peu importe qui vous nommez Premier ministre. Vous allez quand même affronter un hiver où vous n'avez pratiquement plus de missiles Patriot, tandis que la Russie a doublé sa production de missiles balistiques. Ce sont des facteurs structurels que vous ne pouvez pas changer.

Donc, on a l'impression qu'on déplace beaucoup les chaises pour donner l'impression qu'il fait quelque chose afin d'améliorer la situation. Mais il se heurte à des défis structurels, et les décisions concernant le personnel ne vont rien changer dans ce genre de situation. Au final, on change les personnes, mais je ne pense pas qu'on change la trajectoire. Je pense qu'il reste encore à voir ce qui se passera au cours du mois ou des deux prochains mois. Comment ce nouveau gouvernement va-t-il se structurer ? Que vont-ils changer ? La pression populaire va-t-elle diminuer ou augmenter ? Mais je pense que la position politique de Zelensky est probablement assez solide jusqu'à la fin de cette année. La question, c'est ce qui se passera cet hiver. À quel point la situation sera-t-elle mauvaise, et quelle pression sociale cela exercera-t-il sur le gouvernement pour qu'il fasse quelque chose de différent ?

#Glenn

Oui, pour donner l'impression d'être indécis, de s'inquiéter de l'opposition, d'être autoritaire, tout en montrant, en même temps, que si les Ukrainiens veulent des changements politiques, ils doivent descendre dans la rue. C'est un message très dangereux à envoyer dans un pays qui subit déjà autant de tensions sociales. Mais vous avez évoqué tous ces facteurs structurels qu'on ne peut pas changer. Évidemment, le problème des effectifs est majeur. Ils peuvent essayer d'augmenter la conscription, mais cela créerait encore plus de tensions sociales et davantage de désertions. Je veux dire, je ne suis pas sûr qu'il y ait une solution à cela. Peut-être que les Européens peuvent commencer à expulser tous ces millions de personnes.

Des réfugiés ukrainiens, mais on dirait qu'ils ne seront pas non plus des soldats très fiables s'il faut, vous savez, les forcer à aller au front. Mais concernant les missiles balistiques, cela semble être quelque chose que Zelensky veut contrer. Il vient de rencontrer Trump à Washington et, apparemment, d'après ce que j'ai vu dans les médias, Zelensky avait demandé à rencontrer Elon Musk parce qu'il voulait utiliser Starlink, ou en étendre l'utilisation, pour frapper aussi les missiles balistiques russes. Mais apparemment, Musk aurait même refusé de rencontrer Zelensky. Comment voyez-vous les projets de Zelensky de commencer à s'attaquer aux missiles balistiques de la Russie et, éventuellement, de renforcer son propre système de défense aérienne ?

#Jennifer Kavanagh

Eh bien, je pense qu'il y a plusieurs enjeux ici, concernant la défense aérienne. D'abord, il y a la question des licences Patriot. Pour moi, ça a toujours semblé très peu réaliste, tout simplement parce que les missiles Patriot font partie des technologies les plus sensibles dont disposent les États-Unis. Et j'ai du mal à imaginer que les systèmes de sécurité ukrainiens soient au niveau nécessaire

pour pouvoir recevoir ces informations en toute sécurité. Ou que les fabricants ukrainiens puissent produire ces systèmes. Ou encore que des entreprises américaines investissent dans des usines en Ukraine en pleine guerre. Je pense qu'on a déjà vu plusieurs obstacles apparaître. Notamment, le président a dit aujourd'hui même qu'ils étudiaient encore la question et qu'il n'avait pris aucune décision. Donc, on est déjà quelque peu revenu en arrière sur ce point.

Je pense que c'est prévisible. Quoi qu'il en soit, obtenir des licences pour les Patriot n'aiderait pas l'Ukraine à court terme. Il faudrait environ cinq ans, peut-être davantage, pour mettre cela en place et le rendre opérationnel. Aujourd'hui, ils ont leur propre système de défense aérienne, dont ils parlent. D'après certaines informations, ils espèrent qu'il sera plus ou moins prêt d'ici la fin de cette année, au début de 2027. À la lumière des détails connus sur ce système, cela me paraît très irréaliste. C'est assez complexe. Le lanceur et les missiles eux-mêmes ne sont pas si complexes. Mais pour fonctionner, le système doit être associé à beaucoup de technologies étrangères. Et faire en sorte que tous ces éléments fonctionnent ensemble et communiquent entre eux va être très difficile. Je pense donc qu'il faudra au moins un an, peut-être plus, avant de l'avoir.

Et puis on arrive à cette question, vous savez, d'Elon Musk, et de savoir s'il serait logique de commencer à traquer les lanceurs de missiles balistiques dont dispose la Russie. Je pense que, d'abord, Elon Musk hésitera à le faire. Il a déjà hésité à s'impliquer dans la guerre par le passé. Il a déclaré, en gros, qu'il s'agissait d'une technologie commerciale. Il ne voulait pas avoir à prendre des décisions concernant la guerre. Je pense qu'il devrait probablement aussi se coordonner avec le président Trump. Et les propos de Trump sur les missiles Patriot, c'était : « Nous voulons la paix, pas davantage de missiles. » Donc, si c'est l'état d'esprit dans lequel il se trouve actuellement, il est difficile de l'imaginer aller vers une escalade qui accroîtrait l'implication des États-Unis.

Et récemment, il a beaucoup hésité à faire quoi que ce soit qui augmenterait sensiblement le risque d'un conflit entre les États-Unis et la Russie. Euh, et vous savez, si vous laissez Starlink fonctionner au-dessus de la Russie pour frapper des cibles à l'intérieur de la Russie, ça me semble être une escalade assez importante. Je veux dire, on m'a reproché de penser que tout était une escalade, mais là, pour moi, ça semble vraiment être une escalade. Donc, je suis un peu sceptique quant au fait que cela puisse être approuvé. Mais plus largement, le plan américain en Iran consistait à traquer les lanceurs de missiles, et ça n'a pas été très efficace. Vous savez, les États-Unis ont frappé quelque chose comme treize mille cibles, et pourtant l'Iran conserve plus de cinquante pour cent de ses lanceurs de missiles balistiques et de ses missiles balistiques. Et les systèmes américains sont meilleurs que les systèmes ukrainiens, même si l'Ukraine a accès à de meilleures technologies.

Donc, cette idée selon laquelle ce serait la solution me paraît, sur le plan opérationnel, erronée. Sans même parler de la question de savoir si c'est ou non la bonne décision pour les États-Unis. J'ai l'impression que ça ne marchera probablement pas. Il y avait aujourd'hui une tribune dans le Washington Post qui proposait une autre stratégie pour s'en prendre aux lanceurs. Il s'agirait de fournir aux F-16 ukrainiens un autre missile, plus avancé, ainsi qu'une autre technologie de lancement, afin qu'ils puissent tirer à de plus longues distances et viser plus efficacement. Mais, pour

moi, cela pose les mêmes problèmes. C'est peut-être moins escalatoire, dans le sens où l'implication des États-Unis serait un peu moindre. Mais on retrouve les mêmes difficultés quant à l'efficacité d'une tentative de traque de lanceurs de missiles mobiles. C'est le genre de chose que les pays pensent toujours pouvoir faire, et ça ne marche jamais.

#Glenn

Vous suivez les pénuries dans les stocks d'armes américains. À quel point est-ce grave ? Je veux dire, à quoi peut-on s'attendre comme changements dans les livraisons d'armes américaines à l'Ukraine ? Je sais que Trump a dit qu'ils ne livraient pas d'armes, qu'ils les vendaient aux Européens, et qu'il ne savait pas ce que les Européens en faisaient. Je comprends que ce langage vise à ne pas provoquer une nouvelle escalade. Mais comment voyez-vous ces pénuries ? Parce que Trump a fait des commentaires en disant que, oui, nous avons toutes les armes du monde. Mais la plupart des informations que nous voyons indiquent qu'il y a de vrais problèmes. Pas seulement à cause de toutes les armes envoyées à l'Ukraine, mais aussi maintenant avec la guerre en Iran, qui ne semble pas avoir de fin en vue, du moins pas encore.

#Jennifer Kavanagh

Oui, enfin, c'est une question assez complexe. Et le discours de l'administration a été très confus parce que, d'un côté, on nous dit qu'il n'y a pas de problème, qu'on a tous les missiles dont on a besoin. Mais ensuite, on voit des demandes budgétaires énormes, et ils parlent de reconstituer les stocks de missiles. Donc, si on a tous les missiles dont on a besoin, pourquoi faut-il un budget de défense de mille cinq cents milliards de dollars ? C'est la question que je pose toujours. Je ne pense pas que les États-Unis soient à court de munitions. J'ai vu des gens présenter les choses ainsi. Je pense que c'est faux. Les États-Unis ont aussi beaucoup de munitions. S'ils veulent continuer à se battre au Moyen-Orient pendant encore plusieurs mois, voire un an, ils le peuvent probablement. La question, c'est simplement de savoir si les États-Unis peuvent continuer à se battre au Moyen-Orient tout en respectant tous leurs autres engagements dans le monde.

Et il y a des systèmes d'armes précis pour lesquels les pénuries sont, je pense, préoccupantes. Donc, du côté offensif, je dirais que les questions et les inquiétudes sont plutôt limitées. Vous savez, les États-Unis ont utilisé environ un tiers de leurs Tomahawk. C'est beaucoup pour une guerre courte, mais il leur en reste encore deux tiers. Ils ont utilisé environ vingt-cinq pour cent de leurs JASSM. Ils ont utilisé tous leurs PrSM, mais c'était un nouveau missile, et ils n'en avaient pas tant que ça. L'autre élément, c'est qu'ils disposent de stocks très importants, de l'ordre de plusieurs dizaines de milliers, d'armes moins précises. Et ils peuvent les utiliser maintenant que les défenses aériennes iraniennes sont dégradées, pour des attaques à courte distance, en larguant simplement la bombe au-dessus de la cible. Donc, du côté offensif, je pense que les limites sont assez étroites. Mais les États-Unis ne fournissent pas ces armes à l'Ukraine. Donc, en quelque sorte, ce n'est pas vraiment pertinent pour la question ukrainienne. Du côté défensif, en revanche, je pense que les questions et les inquiétudes sont bien plus réelles.

Et je pense qu'il y a deux systèmes dont tout le monde parle, qui sont les plus importants, parce que ce sont les meilleurs intercepteurs de missiles balistiques : le Patriot et le THAAD. Et les dernières données, ou les dernières estimations, indiquent que les États-Unis ont utilisé environ soixante pour cent de leurs stocks pour ces deux systèmes. C'est énorme pour une guerre qui n'a duré que six semaines : avoir consommé, disons, soixante pour cent de ses stocks. Cela veut dire que les États-Unis ont encore quelque chose comme huit cents missiles Patriot en stock. Et on entend Zelensky dire qu'il en veut environ trois cents pour l'hiver. Je veux dire, c'est presque la moitié de ce qu'il reste aux États-Unis. Ce n'est tout simplement pas possible. La production n'est que de six cents par an. Et il nous reste environ deux cent cinquante THAAD, selon les estimations.

Ce ne sont que des estimations approximatives. Elles sont établies en essayant d'évaluer combien sont utilisés et combien les États-Unis en ont. Les chiffres réels sont classifiés. Mais je pense que cela montre que, s'agissant de ce dont l'Ukraine a réellement besoin des États-Unis en ce moment, les intercepteurs de missiles balistiques sont la priorité numéro un. Elle n'a pas besoin de beaucoup d'autres choses venant des États-Unis. Elle peut les obtenir auprès des Européens, ou produire elle-même quelque chose de similaire. Mais en matière de défense aérienne, elle reste très dépendante des États-Unis. Les systèmes européens ne sont tout simplement pas aussi performants pour intercepter les missiles balistiques. Et, en réalité, il n'y a tout simplement pas beaucoup de stocks à donner à l'Ukraine. Est-ce que cela veut dire qu'elle n'en recevra aucun ?

Probablement pas. Mais est-ce que ça veut dire qu'ils vont en recevoir beaucoup ? Non, ce sera probablement quelques dizaines, certainement moins de cent sur tout un hiver. Et si la Russie tire, disons, cinquante missiles balistiques à chaque attaque, avec deux attaques par semaine, ça ne tient qu'une semaine. Donc je pense que c'est là que la pénurie est vraiment la plus grave, et que c'est là que l'Ukraine la ressentira le plus. D'autres pays ressentiront d'autres conséquences. Le Japon, par exemple, ressentira le problème des Tomahawk, parce qu'il attend des Tomahawk américains, et les États-Unis ne vont pas les lui vendre avant d'avoir reconstitué leurs stocks. Donc d'autres pays subiront peut-être ces effets de différentes manières. Mais pour l'Ukraine, c'est le principal problème.

#Glenn

De combien aurait-on besoin ? Je veux dire, sur tout ce récit selon lequel l'Ukraine serait en train de renverser la situation, j'ai parlé à George Beebe, l'ancien directeur de l'analyse sur la Russie à la CIA. Et il a essentiellement rejeté tout cela en disant que c'était de la propagande de guerre de l'OTAN, qu'il n'y avait aucun renversement de situation. Mais à quel point la Russie est-elle réellement en avance, ou dominante, sur le champ de bataille ? Et de quoi aurait-on réellement besoin si l'on voulait vraiment renverser la situation ?

#Jennifer Kavanagh

Pour que l'Ukraine renverse la situation ?

#Glenn

Oui.

#Jennifer Kavanagh

Je suis globalement d'accord avec George : la tendance ne s'est pas inversée. Je pense que la guerre semble différente parce que les frappes ukrainiennes à longue portée ont été assez efficaces. Elles ont touché des cibles très visibles et provoqué des perturbations à l'intérieur de la Russie. Et les gens le voient. Mais je pense aussi que chaque fois que l'Ukraine obtient le moindre succès, il est amplifié. À l'inverse, toute nouvelle positive pour la Russie est écartée ou n'est pas couverte. Donc, en Occident, la couverture est très biaisée. Mais je pense que la vraie question, maintenant, c'est ce qui se passe sur le terrain. Il y a, je suppose, deux éléments. Le premier, c'est que la Russie conserve un avantage considérable dans le domaine aérien, parce que l'Ukraine n'a pas de défense aérienne, ou pas beaucoup de défense aérienne.

Et la Russie a la capacité de produire des centaines de missiles balistiques. C'est donc un véritable déficit pour l'Ukraine. Et la seule façon de contrer cela serait de disposer de centaines de missiles de défense aérienne, ou d'une stratégie extrêmement efficace, presque surhumaine, pour neutraliser les lanceurs de missiles. Ou les deux. Or, ces choses-là sont possibles à moyen terme, mais probablement pas à court terme. Et c'est pourtant à court terme que l'Ukraine en a besoin. Ensuite, sur le champ de bataille, les gains russes ont ralenti. Cette année, ils ont peut-être conquis environ vingt-cinq pour cent du territoire qu'ils avaient conquis l'an dernier. Mais ils continuent de gagner du terrain, et ils consolident leurs positions dans des endroits clés. Et à un moment donné, on atteindra un point de bascule. Pas nécessairement au sens où les lignes ukrainiennes s'effondreraient.

Je pense que c'est moins probable maintenant qu'ils ont pu recourir à des défenses, comme les mines, élargir la zone létale et utiliser des drones. Donc, je ne crains plus vraiment un effondrement des lignes. Mais je pense que si la Russie parvient à consolider suffisamment ses gains territoriaux et à s'en rapprocher, elle aura un avantage. Il lui sera alors assez facile, ou plus facile, de prendre Kramatorsk et Sloviansk. Après ça, elle contrôlera la plupart des villes forteresses. Et cela rendra la prise du reste du Donbass réalisable. Alors, ce n'est pas réalisable cette année. Peut-être même pas en 2027. Mais c'est réalisable sur, disons, peut-être dix-huit mois.

Si l'Ukraine veut pouvoir contrer cela, elle doit, en gros, pouvoir geler la ligne de front. Les drones n'y suffiront pas. Il faut davantage de personnel, et ils n'en ont pas. Et je pense que c'est l'une des lacunes de la stratégie de Fedorov : oui, les drones peuvent faire beaucoup, mais ils ne sont pas la réponse à tout. On ne peut pas mener ce type de guerre et tenir un territoire avec une armée de robots. Il faut réellement des gens. Et donc, je pense que c'est là qu'est le problème. C'est aussi pour cela que je considère les problèmes de l'Ukraine comme structurels. Il faut plus de personnes, et il faut une forme d'effondrement du côté russe, ce qui paraît assez improbable. Car la Russie pourrait encore mobiliser, auquel cas cela poserait des défis vraiment considérables à l'Ukraine.

Et je pense que le dernier point, c'est qu'on voit, dans la capacité de la Russie à stabiliser maintenant cette zone intermédiaire, à stabiliser sa logistique, à stabiliser la situation en Crimée, la preuve qu'elle s'adapte déjà à certains des éléments qui ont fait le succès de l'Ukraine. Donc, l'idée que l'Ukraine a renversé la situation... peut-être qu'elle a pris de l'élan. Mais on voit déjà la Russie s'y adapter. Et, dans cette guerre, on a vu l'élan changer de camp à plusieurs reprises. Je m'attends donc à ce qu'il ne faille pas longtemps avant que l'élan ne repasse en faveur de la Russie. C'est pourquoi je pense que ce récit de transition triomphante est assez dommageable.

#Glenn

Eh bien, c'est très courant en temps de guerre d'exagérer les succès de son propre camp, ou ici du camp ukrainien, tout en passant sous silence les succès russes. Mais on a aussi vu les bouchons de champagne sauter dans les capitales européennes quand l'Ukraine frappait tous ces navires russes dans la mer d'Azov et le long de la côte de la mer Noire. Mais ensuite, bien sûr, il y a eu les représailles russes. Et, en gros, elles ont consisté à bombarder tous les ports le long de la côte de la mer Noire. C'est quelque chose qu'ils n'avaient jamais fait à cette échelle auparavant. Et si cela continue ainsi, cela revient de fait à transformer l'Ukraine en pays enclavé. À quel point voyez-vous cela comme grave pour la logistique ? Parce que c'est économique, c'est militaire, ce sont les lignes d'approvisionnement. Selon vous, dans quelle mesure cela pourrait-il affecter l'Ukraine ?

#Jennifer Kavanagh

Je veux dire, je pense que ça pourrait avoir un impact économique majeur. S'ils parviennent à bloquer complètement ces ports, ça aura des répercussions sur la logistique. Ça les coupera de toute forme de commerce maritime. Ça pourrait affecter leurs exportations de céréales. Donc oui, je pense que ça pourrait avoir un impact très important. Je suppose qu'on n'a pas vu énormément d'informations sur les effets concrets pour l'instant, à part le fait que cela a largement interrompu les échanges commerciaux entrants et sortants. Mais pour moi, ça semble être quelque chose de très grave. Donc j'attends encore de voir ce qui va se passer.

L'Ukraine a quand même l'avantage de ne pas dépendre uniquement de cette voie. Elle a des itinéraires alternatifs, d'accord ? Elle peut utiliser les routes terrestres. Elle a traversé des périodes de la guerre où elle ne pouvait pas utiliser la mer. Donc je pense qu'elle a peut-être une petite marge de manœuvre. Mais encore une fois, à mesure qu'on avance dans l'automne et qu'on se rapproche de l'hiver, je pense que cela compte beaucoup plus. Donc oui, je pense que c'est important. Mais je reste un peu indécis sur l'ampleur de l'enjeu, parce que je n'ai pas encore vu beaucoup d'éléments. J'essaie encore de déterminer quels en sont les effets.

#Glenn

Ma dernière question porte simplement sur la voie diplomatique, c'est-à-dire en Ukraine. Les États-Unis, après s'être concentrés, pour de bonnes raisons j'imagine, sur la guerre en Iran, semblent essayer de reprendre leur propre implication dans la diplomatie. Vous avez au moins eu cette très brève réunion de trente-cinq minutes entre Rubio et Lavrov. Mais en même temps, Marco Rubio a souligné que nous ne sommes pas vraiment des médiateurs, parce que nous sommes du côté de l'Ukraine. La rhétorique a donc beaucoup changé depuis, au moins, le début de l'année dernière, quand je crois que Marco Rubio avait dit qu'ils feraient alors pression sur Musk pour qu'il coupe tous les liens, qu'il prive l'armée ukrainienne de Starlink, afin de faire pression sur Zelensky.

Et puis, vous savez, Trump a bien sûr eu ce moment dans le Bureau ovale où il a réprimandé Zelensky : « C'est la Troisième Guerre mondiale. Vous jouez avec... » Enfin, la rhétorique est très différente. Donc, on a l'impression que... Je ne sais pas si Trump a adhéré à l'idée que le rapport de force a basculé, ou s'il est simplement réellement impressionné par ce que fait l'armée ukrainienne. Mais, dans tous les cas, les États-Unis semblent désormais pencher davantage vers Kiev et, en même temps, semblent aussi intensifier ou relancer certains efforts diplomatiques. Comment interprétez-vous cette situation ? Est-ce sincère ? Y a-t-il une voie possible ? Parce qu'en plus de tout cela, les Russes semblent avoir tiré les leçons de l'expérience iranienne et ont désormais encore moins confiance dans toute forme de diplomatie.

#Jennifer Kavanagh

Oui. Enfin, je ne dirais pas que l'administration Trump a nécessairement évolué dans un sens plus favorable à Kyiv. Mais je suis d'accord pour dire que le discours a changé. Je pense que c'est vrai pour plusieurs raisons. Je pense que l'administration est frustrée par la partie russe. Elle espérait pouvoir obtenir davantage de concessions. Elle subit beaucoup de pressions de la part de l'Europe et du Congrès pour se montrer, en quelque sorte, ferme avec la Russie. Et quand elle ne voit aucune flexibilité dans la position russe, il devient beaucoup plus difficile de résister à ces voix. Et je pense qu'il y a, autour de l'administration et au sein même de l'administration, des personnes influentes qui ont décidé que la meilleure façon d'obtenir un accord, c'était d'accroître la pression. Et je pense que c'est pour cela qu'on voit des contacts accrus entre les États-Unis et l'Ukraine, une intensification...

#Jennifer Kavanagh

Le partage de renseignements, puis l'avancée de ce projet de loi sur les sanctions... l'idée, c'est que si on peut accroître la pression, on peut forcer Poutine à se montrer plus conciliant. Un responsable de l'administration a déclaré dans un article qu'ils espéraient, disons, un Poutine plus cohérent. Ça n'avait aucun sens pour moi, parce que je pense que Poutine a été assez cohérent dans sa position. Mais quoi qu'il en soit, ils espèrent influencer sur son calcul, ici. Et je pense que c'est en quelque sorte l'approche qu'ils adoptent en ce moment. Je pense qu'il est un peu problématique de dire qu'on est du côté de Kiev, puis d'essayer de faire office de médiateur. C'est un problème.

Cela n'empêchera probablement pas les États-Unis d'agir comme médiateurs, parce qu'en réalité, il n'y a personne d'autre pour le faire. D'autant que l'Ukraine comme la Russie attendent des choses des États-Unis. Donc, si les États-Unis ne sont pas impliqués, je pense qu'un accord devient beaucoup moins probable. Je ne sais pas vraiment à quel point l'effort diplomatique est sérieux. Je veux dire, je pense qu'il y a une volonté de relancer la diplomatie. Et je crois qu'on l'a vu avec Rubio, qui a dit en substance : le cadre d'Anchorage ne peut pas fonctionner comme ça. Kyiv ne l'a pas accepté, et on repart de zéro.

Et ça veut dire qu'on repart, en quelque sorte, de zéro. On n'a plus vraiment de cadre pour réfléchir à ce que serait le paquet de mesures, ou la proposition, pour mettre fin à la guerre. Puisque le cadre d'Anchorage ne mène nulle part, ce n'est peut-être pas une mauvaise chose. Mais on a quand même passé un an là-dessus, et maintenant, on revient au point de départ. Je pense toujours que Witkoff et Kushner sont très absorbés par l'Iran. Il va être très difficile de trouver l'espace diplomatique et politique, à Washington, pour une véritable initiative visant à mettre fin à la guerre en Ukraine tant que la situation avec l'Iran se poursuit. Et mon évaluation, c'est qu'on va rester dans ce cycle de bombardements, de négociations, de bombardements, de négociations, au moins jusqu'à la fin de l'année. Ce qui veut dire qu'ensuite, on sera en hiver, et la Russie n'aura aucune incitation à négocier avant la fin de l'hiver.

Cela dit, je pense que le président Trump tient toujours très sérieusement à la paix. Et je pense qu'au sein de l'administration, beaucoup de gens veulent que la guerre en Ukraine prenne fin, pour de nombreuses raisons. Pas seulement parce que c'est une guerre horrible, mais aussi parce qu'elle épuise les stocks militaires américains. Même si les États-Unis ne donnent pas leurs armes, ils les vendent quand même. Et il y a beaucoup d'autres sujets sur lesquels ils veulent se concentrer, notamment rééquilibrer leur posture en Europe. Je pense qu'ils espèrent de meilleures relations avec la Russie. Ils estiment simplement qu'ils ne peuvent pas avancer sur ce point tant que la guerre n'est pas terminée. Donc, je pense qu'il y a toujours une volonté de recourir à la diplomatie. Et il y a toujours, en coulisses, des gens qui essaient de mettre les choses en place en vue d'une nouvelle initiative.

Mais je reste pessimiste. Je pense que c'est à l'automne que cette impulsion va avoir lieu. Et, personnellement, je trouve ça regrettable. Ce serait mieux pour tout le monde si la guerre se terminait plus tôt, plutôt que de se prolonger. Mais oui. Pour l'instant, l'approche de l'administration semble être de faire pression, de mettre en place les conditions de la diplomatie, mais sans beaucoup de progrès vers de véritables négociations. Et je pense que les États-Unis vont devoir faire le premier pas. Ce ne sera pas la partie russe qui viendra dire : « Organisons une réunion trilatérale. » Ce doit être les États-Unis qui poussent et qui amènent tout le monde à la table des négociations. Donc, je pense que tout le monde attend plus ou moins le bon moment et le bon cadre pour faire avancer cela.

#Glenn

Désolé, laissez-moi vous poser une dernière question. Que pensez-vous de cette stratégie qui consiste à se dire : mettons un peu plus de pression sur la Russie, et elle fera davantage de concessions ? Dans quelle mesure cela pourrait-il, au contraire, se retourner contre nous ? Parce que, vous savez, si j'étais russe, ou assis au Kremlin, et que je voyais les pays de l'OTAN approfondir leur implication dans cette guerre, par exemple en aidant à mener des frappes en profondeur à l'intérieur de la Russie, j'en conclurais peut-être qu'il nous faudrait davantage de territoires ukrainiens comme zones tampons. Ou au moins nous assurer qu'ils ne tomberont pas aux mains de l'OTAN à l'avenir. Ou, à défaut, semer suffisamment le désordre en Ukraine pour qu'elle ne puisse pas devenir, à l'avenir, un État de première ligne fiable contre la Russie.

Je veux dire, j' imagine que oui, cette escalade, est-ce qu'elle ne risque pas de pousser les Russes dans l'autre sens ? À se dire qu'en gros, il va falloir durcir leur position. Et puis, d'un autre côté, si vous êtes Russe et que vous pensez que l'OTAN combat aux côtés des Ukrainiens, je dirais que le mieux... pourquoi voudriez-vous faire autrement ? Vous allez devoir augmenter vos exigences au fil du temps. Sinon, si les pays de l'OTAN et l'Ukraine peuvent obtenir le même accord dans six mois qu'aujourd'hui, quel est l'intérêt pour l'OTAN de conclure un accord aujourd'hui ? Donc, en substance, il faut... J' imagine qu'une constante en Russie, c'est qu'ils modifieront constamment les termes de l'accord en durcissant leur position au fil du temps. Parce que s'ils assouplissent leur position, ils ne font qu'inciter l'OTAN à prolonger une guerre dans laquelle elle n'a pas tant d'intérêts en jeu.

#Jennifer Kavanagh

Oui, enfin, je pense qu'on le voit déjà un peu. Je pense qu'on voit déjà le camp russe se désillusionner sur l'idée d'un accord. Il estime que les États-Unis ne peuvent pas conclure l'accord qu'il espérait, qu'ils ne vont pas couper l'aide à l'Ukraine et qu'au contraire, ils l'augmentent. Et ça alimente le récit selon lequel c'est une guerre contre l'OTAN. Ça durcit la position et ça renforce le soutien à la guerre. Parce que la guerre en Ukraine n'est peut-être pas si mobilisatrice que ça. Mais une guerre contre l'OTAN, c'est en quelque sorte cette bataille historique entre l'Occident et la Russie. Donc, vous savez, je pense que c'est plutôt contre-productif.

Je pense aussi que, si l'on regarde historiquement comment la Russie a réagi lorsqu'elle s'est sentie acculée, elle a généralement choisi l'escalade plutôt que de faire des concessions. La question est donc de savoir si cela augmente le risque d'activités hybrides russes en Europe, ou d'une intensification des attaques contre l'Ukraine. Je pense que oui. Cela durcit en quelque sorte les exigences et donne l'impression qu'il ne sert à rien de négocier, parce qu'on n'obtiendra pas d'accord acceptable. Je pense aussi que l'intégration croissante entre l'Europe et l'Ukraine, et même entre l'OTAN et l'Ukraine, complique la définition de ce que serait un accord.

Vous savez, si l'Ukraine se retrouve trop étroitement liée à l'OTAN, est-ce que le simple fait de dire qu'elle n'entrera pas dans l'OTAN suffit vraiment ? Si elle est, en quelque sorte, intégrée de facto à la planification, au renseignement et à tout le reste de l'OTAN, je pense que cela complique l'issue des négociations. Je pense donc qu'il y a de nombreuses façons dont cette stratégie de pression sur

la Russie se retourne en fait contre la conclusion d'un accord. Parce qu'elle laisse entendre que l'Occident n'est pas vraiment sérieux au sujet de la diplomatie, et elle a toute une série d'effets indirects assez négatifs. Sans parler du projet de loi sur les sanctions et les droits de douane. Vous savez, aux États-Unis, depuis dix-huit mois, nous répétons que les droits de douane sont payés par les Américains et qu'ils sont mauvais.

Et maintenant, le Congrès adopte un projet de loi qui permet au président d'imposer davantage de droits de douane. On a l'impression que, désormais, ce sont les Américains qui vont payer. Ça ne punit pas la Russie. Ça punit le peuple américain. Donc, il y a toutes ces narratives contradictoires. Je pense que ce conflit s'étend un peu sur le plan géographique. Mais en ce qui concerne la façon dont il déborde sur d'autres aspects, comme la guerre économique et le partage de renseignements, oui, je pense que cela se produit clairement, d'une manière qui est contre-productive pour la paix et la stabilité après la fin de la guerre.

#Glenn

Oui, parce que j'ai vu que tous les Européens, si je ne me trompe pas, voulaient aider l'Ukraine à développer ce système de défense aérienne, le Freya. Et cela rapprocherait davantage l'armée ukrainienne des Européens. Or, je pense que les Européens se disent : « Oh, cela va accroître la pression sur la Russie. » Mais, vous savez, l'autre face de la médaille, c'est que cela rapproche l'Ukraine des pays de l'OTAN. Et ça rend la paix encore plus difficile, parce que l'objectif global est, bien sûr, de rétablir la neutralité de l'Ukraine. Donc, on a simplement l'impression que beaucoup de ces intentions reposent peut-être sur des hypothèses erronées.

#Jennifer Kavanagh

Eh bien, je veux dire, c'est pire que ça. Le système de défense aérienne ukrainien est conçu pour se connecter à l'architecture Link 16 de l'OTAN. Il est conçu pour se connecter aux satellites de l'OTAN et européens. Oui, c'est encore pire que la simple intégration des technologies. Donc, je pense que c'est assez dangereux. C'est une plateforme intéressante, mais c'est assez dangereux du point de vue de quelqu'un comme moi, assis aux États-Unis, qui souhaite limiter les liens à long terme avec l'Ukraine.

#Glenn

Oui, non, c'est... Je suis surpris qu'on n'en parle pas davantage, de ce que certaines de ces politiques provoquent, de la manière dont elles peuvent se retourner contre nous. Enfin bref, est-ce qu'il y a un endroit où les gens peuvent vous trouver ou suivre votre travail ?

#Jennifer Kavanagh

Oui, enfin, je suis sur Twitter — ou X, je suppose que ça s'appelle comme ça — sous le nom @J.E. Kavanaugh. Et vous pouvez me retrouver sur le site de mon organisation, www.defensepriorities.org.

#Glenn

Eh bien, merci beaucoup d'avoir pris le temps.

#Jennifer Kavanaugh

Merci.